

# Contribution

Sous le thème

**L'homme et le développement :**

 Quelle Société idéale  
pour demain ?

Réalisé par : DAHBI Khaoula

EL KASMI Hajar

SARSI Hajar

## Sur quelles valeurs pourrions-nous compter pour construire un nouvel avenir ?

La réponse de cette question est faite selon trois axes :

Le premier axe concernera le secteur d'éducation qui constitue depuis plusieurs siècles l'un des piliers de développement d'une société. Dans ce contexte, cette partie sera consacrée à la présentation de l'historique du système éducatif marocain à partir des années 50, pour s'attarder en deuxième partie sur les défaillances qui entravent la réalisation des plans mis en place afin d'hisser dans le secteur d'enseignement à un niveau permettant une scolarité accessible et une éducation de qualité, et finalement une énumération d'un ensemble de recommandations basée sur un « benchmark » pour pallier aux insuffisances du secteur d'éducation et pour préparer une société de demain.

En ce qui concerne le deuxième axe, il révèle l'importance d'introduire des nouvelles technologies et de la digitalisation d'une manière profonde fortement contribué au changement organisationnel du pays marocain. Ainsi quelques statistiques reflétant son positionnement par rapport au monde. Ces derniers motivent le Maroc et le poussent à fournir des efforts pour ancrer le principe de la digitalisation au sein de la société. Or, la majorité de ces initiatives entravaient par des échecs. Ce qui a mis en évidence les défaillances du Maroc envers le domaine de numérisation. C'est pour cela, cet axe met en lumière les voies ou les moyens pour faire du Maroc une digitale nation africaine.

Comme l'éducation et la digitalisation ; deux facteurs indispensables pour le développement du Maroc, le domaine énergétique en fait partie. D'où l'importance de cet axe qui indique en premier lieu, l'impact du secteur énergétique dans le développement durable pour une société. Grâce aux efforts déployés ces dernières années, dans ce secteur, la situation énergétique s'est bien améliorée. Toutefois, ces applications ont connu des lacunes qui ont influencé l'économie nationale. Le Maroc doit être mis en relief et revêt à nouveau sa belle image de marque dans ce monde tout en proposant des solutions qui garantissent la bonne transition énergétique au niveau social, économique et environnemental.

Afin de bâtir une société avancée, innovante, moderne et créatrice de valeur, elle exige une évolution continue et elle ne cesse de progresser tout en maîtrisant les contraintes qui peuvent s'attarder sur son chemin. De ce fait la société, doit s'inscrire dans une stratégie de développement durable qui touche tous l'ensemble des aspects à savoir économique, sociale et politique dans le but d'améliorer le bien-être de chaque membre de société.

Le développement s'inscrit au cœur des programmes de l'état. Cela est dû aux nombreux avantages qui peuvent être apportés à une société, dans ce contexte le développement permet à une société d'atteindre une grande justice sociale qui permet de réduire les inégalités et créer un climat social garantissant les droits fondamentaux de l'homme

En revanche la réussite de la mise en place de cette stratégie de développement, ne se réalisera d'une part qu'avec une implication, un engagement et une responsabilisation d'un ensemble de facteurs notamment l'état, la société civile et le citoyen. D'une autre part, avec la mise en place d'une restructuration structurelle qui touche les entités de la société.

Toute stratégie a besoin d'un maintien et d'une adaptation en prenant en considération les éventuelles circonstances appropriées à la société.

Afin de répondre à la problématique principale : Quelle **société pour demain ?** Nous avons choisi de traiter les axes suivants :

- Le développement éducatif.
- Le développement digital.
- Le développement énergétique.

Le choix de ces axes de développement a porté sur le fait que l'éducation comme étant le pilier d'une société innovatrice permettant de former les acteurs qui contribuent au développement des domaines notamment le digital (axe 2). Concernant le troisième volet, le Maroc s'est lancé ces dernières années dans des projets visant une nouvelle stratégie basée sur le développement énergétique.

**Vers un nouvel âge, ou l'avenir de trois révolutions.**

## L'homme et le système éducatif :

L'enseignement se situe actuellement au cœur du projet de la société marocaine, vu les missions qu'il doit assurer dans la formation de ses citoyens et la garantie du droit à l'éducation pour tous les individus. En effet il se trouve au centre des priorités et des préoccupations du gouvernement.

La problématique de l'enseignement marocain ne date pas d'aujourd'hui, en vérité, durant la période coloniale française et espagnole (1912-1956), L'enseignement marocain a hérité du protectorat un système qui a subi un changement des traditions et de la culture que le peuple marocain avait comme référence, notamment la négligence du volet religieux, en cette période la situation a été marquée par un taux d'analphabétisme qui avoisine 80 % et 92 % dans le sud et le nord du pays qui ont été colonisés par l'Espagne.

Dans les années 70, et en dépit de la croissance démographique, l'état marocain a élargi l'accès à l'éducation en instaurant la politique d'arabisation au niveau des matières littéraires. Cette stratégie a été étendue même aux niveaux des matières scientifiques pendant la fin des années 80.

Durant cette période le système éducatif a subi une régression qui consiste à la diminution de l'accès en primaire et une augmentation d'inscription au secondaire. En 1988, le Maroc a adopté une nouvelle expérience s'articulant autour d'un système académique qui consiste à l'obtention du baccalauréat en deux années.

En 2000 le Maroc a mis fin à cette crise de l'enseignement en obligeant l'état à se lancer dans une réforme ambitieuse qui a abouti à l'adoption d'une charte nationale de l'éducation et de la formation (CNEF) et depuis, l'éducation a été déclarée comme priorité nationale afin d'élargir l'accès à tous les niveaux.

Du 2009 à 2012, le Maroc a mis en place un plan d'urgence qui vise « à consolider ce qui a été réalisé, et procéder aux réajustements qui se posent, en veillant à une application optimale des orientations de la Charte nationale de l'éducation et de formation ». <sup>2</sup>

Or, ces orientations pédagogiques entreprises par le Maroc durant ces décennies n'ont pas abouti aux résultats visés et n'ont pas produit les objectifs ciblés, C'est pourquoi il est primordial de déterminer d'abord les principaux facteurs négatifs du système, qui sont abondants et corrélés. Dans cet axe, l'accent est mis sur quatre paramètres clés qui

concernent : les infrastructures scolaires, le volet linguistique, le marché de travail et la formation initiale et continue des enseignants.

- Les infrastructures scolaires

Ce paramètre englobe tous les niveaux : primaire, secondaire collégial, secondaire qualifiant et le supérieur.

Parmi les problèmes qui régissent le système éducatif marocain, il y'a le sureffectif des classes agissant sur la qualité des acquis et l'apprentissage, ainsi l'absence d'innovation dans la pédagogie de l'enseignement rends les professeurs moins productifs et démotivés. Par ailleurs l'enseignement privé reste un vrai concurrent à l'enseignement public vu la stratégie éducative adoptée par le secteur privé (les contenus inspirés des manuels européens, conditions de travail améliorés, l'effectif réduit dans les classes offrant un climat adéquat pour l'apprentissage...) tout en sachant que ce système privilège ses élèves au niveau des notes octroyées dans les contrôles continus. Il a noté que le secteur souffre d'un manque des effectifs des enseignants et aussi du corps administratifs. Ces deux catégories sont les facteurs clés de la réussite ou l'échec d'un système

d'enseignement. La défaillance de l'une entraîne automatiquement la défaillance de l'autre.

- Le volet linguistique

La mise en place d'une politique d'arabisation jusqu'au baccalauréat qui ne s'étend pas au niveau des études supérieures, chose qui a rendu la transition difficile pour l'accès d'un bachelier au cycle supérieur. Cette stratégie a eu un impact négatif qui se traduit par une abondance universitaire très pertinente.

- Le marché de travail

Selon les statistiques du Haut-commissariat au Plan, le taux de chômage des diplômés augmente. Cela est dû au système d'éducation marocain qui ne transmet pas à ses élèves les acquis adéquats à une insertion professionnelle réussie.

- La formation initiale et continue des enseignants

Le secteur d'enseignement recrute annuellement un large effectif néanmoins, il existe toujours un besoin croissant dans ce sens dû au départ à la retraite. La situation s'empire encore par le fait

que les enseignants souffrent d'un manque de formation initiale et continue, cela handicape la qualité de leurs rendements.

Par ailleurs, les conditions de travail semblent présenter une contrainte par rapport à l'amélioration et la qualité de l'enseignement (surcharges du travail, nombre d'effectif excessif et à des niveaux multiples, des infrastructures souvent critiques notamment dans le milieu rural...).

La situation délicate du secteur d'éducation marocain rend essentiel une réforme radicale qui lui permettra de s'améliorer et de remplir ses missions.

En effet, le Maroc doit faire en sorte de passer d'un système basé sur la transmission des connaissances à un autre qui encourage la créativité, l'autonomie et surtout la mémorisation des connaissances.

Les changements qui doivent être appliqués sur ce domaine doivent toucher plusieurs facteurs, il s'agirait d'un travail de groupe (société, école, famille et étudiant...), seul l'état ne peut les accomplir. Dans ce contexte, il existe deux grands volets sur lesquels les efforts doivent être déployés à savoir d'une part le système scolaire et d'autre part la formation des enseignants.

### Le système scolaire :

- L'innovation devra être la nouvelle devise, en effet, le pays marocain doit régler la contrainte à sa source, les élèves dès leur plus jeune âge doivent être la première cible. D'où la nécessité d'introduire les bonnes bases dans leurs éducations afin de créer une nouvelle génération prometteuse.
- Les élèves, dès leur début de scolarité seront responsabilisés et participeront aux tâches de l'école (nettoyage de la classe, rangement des placards, service à la cantine...) afin d'ancrer la notion du respect envers chaque travail de la société. Il faudrait ainsi instaurer des méthodes d'apprentissage en amont pour renforcer le sens de l'autonomie chez les futurs élèves.
- Renforcement de l'apprentissage des langues étrangères dès le cycle primaire pour faciliter l'insertion des ces individus dans le milieu professionnel national et international.
- L'innovation au niveau des techniques d'enseignement, il faut simplifier les notions pour une meilleure compréhension chez l'enfant notamment la résolution des problèmes mathématiques qui

peut se faire d'une manière concrète ainsi l'introduction des symboles abstraits graduellement.

- L'introduction de nouvelles matières de société, le programme régissant le système éducatif marocain se concentre sur les matières scientifiques et littéraires et néglige les matières du développement personnel où l'enfant peut exprimer ses ambitions et ses rêves et où l'enseignant peut plus se rapprocher de ses étudiants, pour faire découvrir de nouveaux horizons aux futurs citoyens.
- Éviter que le système d'évaluation ne soit vécu comme une sanction chez l'enfant (ceci doit être maintenu sous forme de conseil et d'appréciation vis-à-vis des progrès fournis par les enfants).
- Faire appel aux nouvelles technologies, chaque enseignant doit posséder un espace numérique dans lequel il introduira les notes et les remarques sur le comportement de ses élèves. À travers cet outil, les parents peuvent aussi suivre de plus près leurs enfants en communiquant avec le professeur.
- Créer des conventions entre les universités et les entreprises, les institutions bancaires et tout type d'organisme œuvrant dans le

domaine industriel ou économique afin d'assurer le marché de travail ainsi que les stages de formation au profit des futurs lauréats.

- Afin de mettre fin aux inégalités et les différences sociales, les bourses et les encouragements doivent être accordés aux familles les plus démunies pour que leurs enfants puissent profiter pleinement d'un enseignement supérieur de qualité.
- Renforcer l'infrastructure des écoles dans le secteur urbain d'autant plus que dans le secteur rural (équiper les établissements par les moyens logistique : le matériel de classe, eau potable, électricité, équipements des laboratoires ...) pour améliorer les conditions de travail difficile dans ce secteur.

#### Formation des enseignants

Ces innovations seront accompagnées par une formation poussée des enseignants. Ces derniers devront être valorisés à travers :

- La formation continue des enseignants semble être un outil très pertinent pour le développement des compétences, l'insertion professionnelle et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. D'autant plus, elle permet aux intéressés une

bonne motivation morale et épanouissement dans leur vie professionnelle.

- Prévoir un système de rémunération financière pour plus d'encouragement.
- Mettre en place un système des formations quotidiennes au profit des jeunes recrues qui les pousse à développer leurs compétences.
- L'amélioration de l'image de l'école marocaine de demain en visant la rénovation des métiers de l'enseignement, la maîtrise de la diversification des langues enseignées et l'encouragement de la recherche scientifique et technique.
- Adéquation des apprentissages et des formations aux besoins du pays, aux métiers d'avenir et à la capacité d'insertion

Afin de mettre en place un établissement attractif et performant, l'enseignement de demain devrait être facteur de partage des valeurs et des principes nobles visant la préparation des générations des citoyens responsables dévoués à leurs sociétés et pays.



## L'homme et la digitalisation :

Le développement d'une société ne dépend pas seulement du domaine éducatif mais aussi de la digitalisation. Cette dernière est définie comme l'utilisation de toutes les technologies disponibles, afin d'améliorer les performances des entreprises et contribuer à une élévation globale de niveau de vie. Cela passe par la mise en œuvre d'applications informatiques pour nourrir les besoins réels d'un pays.

L'usage des technologies digitales favorisent le développement et aident les populations les plus vulnérables. Le digital apporte un gros changement dans une société et joue un rôle primordial dans l'optimisation des économies et la réalisation des objectifs de développement durable.

Donc, la mise en place d'un programme bien planifié de digitalisation pourrait grandement stimuler le développement économique et contribuer à des métamorphoses dans divers secteurs tels que l'enseignement, la santé, la banque et la finance, l'agriculture, la gestion de l'eau, l'environnement, l'urbanisation, l'administration et la politique ...

Tous les espoirs du pays alors sont fondés sur le numérique pour en faire un facteur de développement dans plusieurs domaines et une nouvelle manne d'emplois pour les jeunes.

Or l'Afrique, dans ce contexte, n'est qu'un consommateur de services digitaux. La majorité des sociétés africaines gèrent leurs activités à partir de l'Europe ou des Etats-Unis pour s'occuper de leurs marchés, et cela pour différentes raisons. Les marchés africains sont trop fragmentés pour être des investissements intéressants. Les réglementations locales et l'instabilité peuvent aussi dissuader les entreprises de venir s'y installer.

C'est pour cela que le Maroc essaie de redynamiser ses activités et d'absorber cette vision digitale afin de ne plus être un pays sans empreints.

Le Maroc souffre de plusieurs défaillances comme l'insuffisance de niveau de maturité des services surtout à la faiblesse chronique des services publics , l'absence des prototypes qui permettent de tracer aux citoyens les étapes nécessaires à effectuer pour bénéficier d'un service, la moindre performance du secteur agricole et sanitaire, la faiblesse de système éducatif marocain... D'après tout ces défis cités en haut, les efforts que le Maroc déploie pour soutenir ses organismes et ses activités ne semblent pas suffisants pour présenter

une base économique, éducative, sanitaire, agricole et industrielle robuste et capable de dynamiser le potentiel national d'émergence.

Sous ce prétexte, le Maroc n'a jamais baissé les bras pour rendre ce pays jour après jour plus développé qu'avant. Le Maroc est entrain de casser ces barrières dans l'objectif de mettre en place un système d'information créateur de valeur ajoutée afin d'offrir aux citoyens un service public de qualité et tout ceci à commencer en 2013. Le Maroc a réalisé depuis cette date, dans le cadre du programme de la modernisation de l'administration public, un grand progrès technologique qui se manifeste par le fait que plusieurs services en ligne sont aujourd'hui opérationnels, notamment le règlement des factures, le paiement de la vignette automobile, l'inscription au permis de conduire, la demande de la carte d'identité nationale, du passeport... Cependant cette évolution de la digitalisation de l'administration n'était pas à la hauteur de les ambitions du pays puisqu'elle n'a pas pu impacter profondément le vécu des usagers, citoyens et professionnels.

Malgré tous les efforts, Le Maroc aujourd'hui accuse beaucoup de retard au niveau de la digitalisation, que ce soit pour les services d'entreprise ou les prestations administratives envers les citoyens.. D'après les dernières statistiques, le Maroc est très mal classé

internationalement envers les usagers. En 2018, il arrive à la 78<sup>e</sup> position dans l'indice des services en ligne. La situation s'empire encore d'où son classement à la 110<sup>e</sup> dans le e-gouvernement. Concernant le e-commerce, le Maroc est parmi les derniers au monde.

En vue d'assurer la continuité de la dynamique créée par la précédente stratégie nationale « Maroc Numérique 2013 », le Maroc aujourd'hui, lance un ambitieux programme appelé « plan digital 2020 » qui a comme principaux objectifs à savoir relever les freins éco systémiques pour avancer la transformation numérique et fortifier la place du Maroc comme hub numérique régional. Ce programme de digitalisation marocain est sur la bonne voie mais il n'est pas à l'abri de quelques améliorations notamment sur certains axes à titre d'exemple sanitaire.

La solution de tous ces défaillances, c'est de rendre le Maroc une nation digitale qui combine les tissus économiques et sociétaux dans le cadre d'une gouvernance fluide agile et dynamique. Cette dernière se basant sur des capacités technologiques, de politiques de soutien, et d'autre part combinant harmonieusement les éléments « Hard » (investissements, infrastructures..) et les éléments « soft » (vision, éducation...).

Dans ce cadre, selon le « Digital Evolution index » considéré comme un critère confiant et fiable dans l'évaluation de la progression digitale des pays qui se base notamment sur l'offre (l'accès internet et les infrastructures en support des transactions en ligne), la demande (le comportement des consommateurs et leurs capacités à maîtriser les outils internet et les réseaux sociaux), l'innovation (la présence d'un esprit innovant et d'une culture start-up) et les institutions (l'efficacité du gouvernement dans le soutien à l'innovation) . Dans ce critère, il existe quatre catégories. La première regroupe les «Stand Out Nations » englobe les leaders mondiaux caractérisés par le haut niveau de digitalisation et d'une vitesse de progression accélérée. La deuxième dispose les «Stall Out Nations », les pays qui ont un haut niveau de digitalisation mais qui risquent de déperir s'ils ne se redynamisent pas. La troisième « Break out Countries » c'est la catégorie où le Maroc appartient, regroupe les pays qui ont une faible évolution digitale mais qui progressent rapidement et peuvent ainsi prendre facilement le statut d'une nation digital. Et finalement, la quatrième, regroupe les pays stables qui n'évoluent pas et qui ne fournissent aucun effort pour améliorer leurs conditions de vie.

La catégorie à laquelle le Maroc appartient prouve incontestablement que c'est un pays croyant à l'importance de la numérisation dans le système marocain. En outre, il est conscient que cette notion est un catalyseur qui va lui permettre de faciliter la vie citoyenne et mettre une meilleure allocation des ressources et des compétences.

A la veille de l'échéance 2020, plusieurs initiatives ont été lancées par le Maroc afin d'accélérer la transformation numérique au sein de la société. Malgré les efforts déployées, il n'a pas pu poursuivre l'évolution technologique mondiale et de s'engager pleinement sur la route du numérique.

Aussi, est-il utile et pertinent de poser les deux questions suivantes :

### **Quelle société pour demain au niveau digital ?**

#### **Quels sont les voies et les moyens pour faire du Maroc une «Digital Nation» africaine ?**

En toute évidence, transformer un pays en une digitale nation et s'ancrer de façon irréversible dans la révolution digitale globale n'est certes pas facile. Cette dernière donnera naissance à un nouveau Maroc bien armé, robuste prêt à affronter les défis de ce siècle.

Maintenant que la démonstration a été faite que la digitalisation est un levier pour tous les domaines, interrogeons-nous sur la meilleure façon de développer ce petit univers marocain. Il ne s'agit absolument pas de l'inventer mais de s'inspirer de ce qui s'est fait ailleurs. Les exemples qui s'imposent sont sans conteste l'Estonie et Singapour. Ces pays malgré leurs fragilités économiques, sociologiques et démographiques, apparaissent aujourd'hui comme les leaders mondiaux incontestés et incontestables de la digitalisation.

Pour adopter le principe de digitalisation au sein du royaume Marocain, il faut bien prendre des initiatives qui touchent différents domaines :

- Domaine de santé : il faut digitaliser le secteur de la santé « e-santé » afin de gagner de temps pour une meilleure qualité de soins. Cette initiative doit se reposer sur le changement des mentalités des citoyens en mobilisant tous les acteurs vers le sens de numérisation tels que les équipes médicales et les patients bien évidemment. Si le rôle de la digitalisation de la santé est de mieux soigner, cela passera inévitablement par l'usage de la donnée patient de façon transverse à tous les praticiens par la mise en place d'un

portail numérique unique, personnalisé et sécurisé pour chaque patient. Cet outil permettra de favoriser les interactions avec le système de santé et sera aussi un outil de stockage des données (carnet de santé électronique, ordonnances numériques, dossier médical partagé ...). A travers ce portail, le patient pourra gérer ses rendez-vous, ses informations médicales qui pourront s'échanger plus facilement entre les professionnels et les établissements de santé. Le dossier patient informatisé est une évolution majeure de traitement et de la compréhension des maladies. Encore plus, pour bien adopter cette notion, il est indispensable de faire évoluer le médecin digital en ingénieur de santé ; que cela soit par la mise en place de double cursus médecin-ingénieur ou via de nouvelles formations spécialisées. Sans oublier bien sûr les centres hospitaliers qui doivent être équipés par des outils qui permettront de suivre la digitalisation et l'avancement de ce secteur. Ce secteur n'est pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité mais un état complet de bien-être physique, mental et social.

- Au niveau d'enseignement : il faut digitaliser le secteur de l'enseignement pour perfectionner l'apprentissage en développant des programmes pédagogiques de manière à répondre plus efficacement aux nouveaux impératifs induits par la révolution numérique.

Dans ce contexte, l'enseignant doit être accompagné dans l'intégration de nouvelles technologies et de nouveaux contenus dans ses cours, ce qui favorise une organisation pédagogique plus adaptée avec la dynamique du monde actuel.

D'autre part, il faut créer des applications spécifiques uniques et sécurisées qui permettent d'unifier les communications internes entre l'ensemble des intervenants de l'école en leur permettant d'utiliser la même solution pour communiquer, partager des documents et collaborer plus efficacement. Donc, c'est inévitable de ne pas accentuer sur la formation des enseignants, les ressources numériques et le développement des cas d'utilisation à travers l'assistance à l'utilisation des technologies numériques et Internet. De cette manière, L'enseignement du futur sera plus flexible, plus agile, mieux adaptée aux nouvelles technologies et surtout plus accessible pour tous. La

digitalisation vient compléter l'enseignement là où les méthodes traditionnelles ne suffisent plus dans ce siècle.

- Au niveau des ressources humaines : le Maroc possède des ressources humaines de qualité mais elles ne sont pas suffisantes, c'est pourquoi, il est bien préférable d'appliquer un projet de formation d'un nombre important de jeunes marocains dans les domaines des nouvelles technologies et de l'information. Les jeunes marocains seront enrichis par la notion de la digitalisation, ce qui entraînera une modification des outils de travail utilisés, d'apparition de nouveaux métiers (télétravail..), de nouvelles compétences (l'intelligence artificielle ou cyber sécurité..) ainsi que de capacités entrepreneuriales et industrielles..
- Au niveau des services : le citoyen marocain est confronté toujours à la faiblesse chronique des services publics, il faut donner une priorité absolue à la numérisation des territoires. Il s'agira d'adopter les mêmes progrès réalisés par de nombreuses communes en Occident dans la gestion numérisée des services d'eau, d'électricité, d'assainissement... Ces nouveaux services doivent s'étendre

grâce à l'internet à tous les bassins de vie quelle que soit la densité de population.

- Le secteur agricole : l'agriculture occupe, depuis toujours, une place de choix dans l'économie marocaine. Pour cette raison, il est très nécessaire de digitaliser ce secteur permettant aux agriculteurs de mieux cartographier les parcelles et ainsi connaître avec précision les endroits qui ont besoin d'eau ou d'azote. Des logiciels utilisent les données sur le climat, le contrôle des récoltes, les prévisions saisonnières et les spécificités locales afin d'obtenir un meilleur rendement de façon durable.

Un gouvernement et une administration qui répondent aux besoins des citoyens marocains de manière appropriée nécessitant une cohérence entre le secteur privé et le secteur public. Le partenariat public-privé doit déboucher sur un écosystème des acteurs du numérique, moyen de démultiplier les capacités d'innovation et corrélativement de dégager les gains de productivité pour renforcer l'économie. Le partenariat sera d'autant plus bénéfique s'il tirera sa substance de la confiance entre l'utilisateur et l'administration. Dans tout partenariat, la présence d'un leader est extrêmement importante,

ce rôle doit nécessairement revenir à l'Etat, qui va retrouver ainsi dans le digital une dimension supplémentaire de son pouvoir régaliens.

Aujourd'hui le Maroc est en pleine négociation de son virage numérique et fait face à une transformation digitale très rapide qui va lui permettre de conduire le pays vers la modernité notamment la gouvernance correcte, l'obsession de l'exécution, la recherche académique fortement soutenue, l'alignement des intérêts des différents acteurs...

Si le Maroc continue à persévérer et déployer encore plus ses efforts, il sera au rang des pays « Smart Cities », mais cette évolution peut entraîner des risques qui s'avèrent nécessaire d'identifier et de maîtriser. Dans ce contexte, il est important de mettre en place des mécanismes juridiques, de contrôle interne et de sécurité afin d'évaluer les risques liés à la transformation digitale et de garantir la continuité, la disponibilité, ainsi que la protection des données et des applications. La limitation de l'évolution digitale est cruciale dans la mesure où la société doit préserver son aspect humain.

## L'homme et l'énergie :

Afin d'assurer la transition vers un développement plus durable et d'être responsable de l'environnement, il est indéniable de changer le secteur énergétique et poser les bonnes étapes pour un meilleur avenir et 100 % alimenté d'énergie plus propre.

Le Maroc est un pays en développement dans divers secteurs, en matière d'énergies renouvelables, selon la nouvelle édition du baromètre des énergies renouvelables « RenewableEnergy Country Attractiveness Index » établi par le cabinet Ernst&Young en 2014, il est le 29e pays le plus attractif au monde, il s'est classé premier dans la région mena et deuxième en Afrique,

Ces performances indiquent que les efforts du Maroc pour développer les énergies renouvelables ont été fructueux et ont commencé à développer ces sources locales d'énergie renouvelable, telles que l'énergie éolienne et solaire à savoir que le niveau d'exposition du soleil au Maroc dépasse 2300 kWh/m<sup>2</sup>/an. Le Maroc possède également une zone côtière de 3 500 kilomètres avec des vents de 11 m/s, ce qui en fait l'une des régions les plus favorisées au monde (Tier, 2014).

La situation énergétique au Maroc est liée à l'unicité de la situation locale ; Autrement dit, le Maroc est un pays dépourvu de combustibles fossiles (hydrocarbures, charbon) vu que ses importations couvrent plus 90 % de la demande énergétique. Cette dernière est liée à l'industrialisation, développement économique global et l'amélioration du niveau de vie. Toutes ces importations d'énergie ont affecté la balance commerciale du Maroc ainsi que les subventions énergétiques ont imposé une lourde charge au budget national. Cela revient à l'absence d'une stratégie claire et ambitieuse qui incorpore le développement des énergies renouvelables dans le plan économique national, à la confiance des investisseurs qui s'affaiblit graduellement dans ce secteur et au manque des ressources humaines qualifiées et expérimentées dans le domaine.

Le Maroc souffre non seulement de l'absence d'un fil conducteur ou des réglementations instables mais aussi de manque d'une culture générale qui soutient les énergies renouvelables. C'est pourquoi la civilisation des citoyens est extrêmement importante pour le progrès rapide de ce secteur. Si le peuple marocain est bien conscient des problèmes énergétiques que leur pays fait face aujourd'hui, ils

accepteront sans doute la nouvelle technologie ER. Ce qui simplifie considérablement le processus de transition.

Le virage actuel vers des énergies 100 % renouvelables mène à une transition juste mise en œuvre par la population et leurs communautés pour renforcer la société et garantir des services énergétiques durables pour tous. L'amélioration de niveau de vie de certaines catégories de citoyens, leur permettant de continuer à se développer sans être menacés par le changement climatique incontrôlé fait partie de la transition vers des systèmes énergétiques, intelligents et décentralisés. D'un point de vue économique, social et environnemental. La mise en œuvre d'une politique de soutien permettant une transition future vers des énergies 100 % renouvelables peut apporter de larges bénéfices. Cependant, de nombreux obstacles empêchent ou ralentissent cette transition.

Afin de garantir que les générations futures vivent sur une planète saine, nous devons établir une stratégie d'énergie 100 % renouvelable dans le plan national. La transition énergétique est un facteur clé du développement économique. C'est pourquoi elle devrait être à la base d'une stratégie économique nationale qui assure la prospérité durable à long terme du Maroc.

Pour surmonter ces obstacles, il est nécessaire de définir un objectif ambitieux durable et de faire preuve d'engagement politique pour éclairer aux investisseurs et à l'ensemble des résidents une vision politique à long terme ainsi de donner chance aux différents acteurs la possibilité de mieux comprendre leurs rôles dans ce changement afin d'accomplir les objectifs déterminés. Or, le Maroc reste confronté à la nécessité d'améliorer les conditions de vie de ses citoyens, d'où l'urgence de créer de nouveaux emplois et de prévoir des formations pointues dans le domaine pour répondre aux besoins du marché de travail. C'est pourquoi toute réforme énergétique doit s'appuyer sur des plans de développement économique. L'investissement dans les énergies renouvelables créera certainement de nouveaux emplois dans les domaines de la construction, des transports, de la production locale, du développement technologique, de la recherche et de l'éducation.

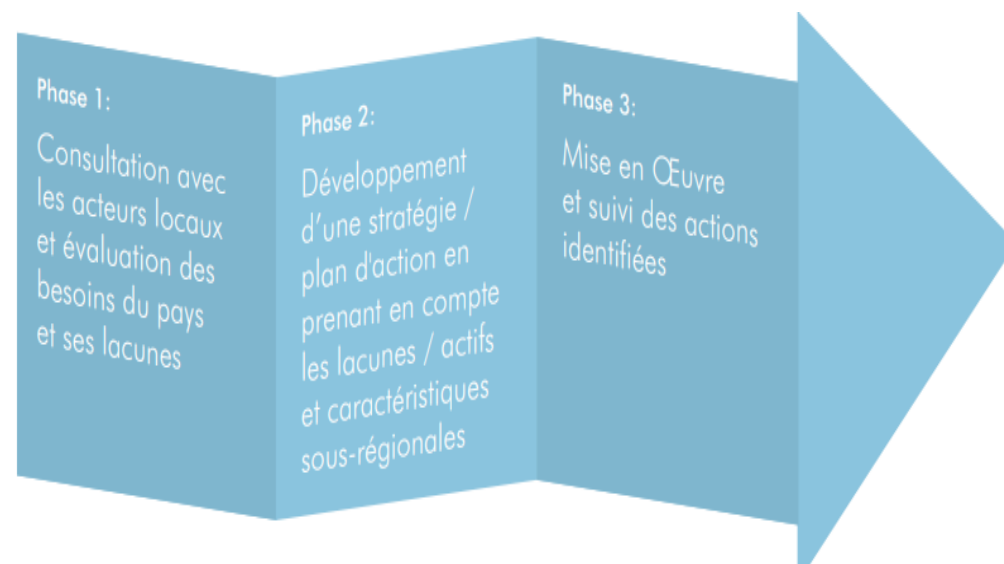
Sans aucun doute, le facteur le plus important est l'éducation. Dans ce contexte, les universités et les centres d'enseignement auront besoin d'un soutien constant pour permettre aux étudiants, aux scientifiques et aux opérateurs de comprendre et d'être formés aux technologies des énergies renouvelables. À cette fin, il est recommandé d'inclure la recherche, l'éducation et la formation aux



énergies renouvelables dans le cadre législatif et la politique de l'éducation.

Les énergies renouvelables (ER) ne sont pas seulement une solution efficace pour réduire les émissions de CO2 et atténuer l'impact du changement climatique. Ils offrent également de nombreux avantages en matière de sécurité énergétique et peuvent économiser des importations d'énergie. En outre, ils offrent une bonne occasion d'utiliser des fonds pour l'économie nationale au lieu d'importer des combustibles étrangers, ce qui nécessitera une bonne coordination des exportations de combustibles fossiles et des importations d'énergie pour que les énergies renouvelables remplacent progressivement les premières de manière fiable et efficace sans menacer l'équilibre économique local, c'est pourquoi il ne faut pas hésiter à promouvoir des initiatives et des projets au point de vue communautaire pour que les riverains puissent être actifs et participent à la transition en devenant l'un des moteurs.

Comme Mustapha Taoumi de l'IRENA l'a souligné lors de la table ronde, il est également recommandé d'adopter une approche comme suit en plusieurs étapes pour élaborer un plan d'action, qui devrait être basé sur une solide compréhension des besoins :



**Figure 1 : Phases pour l'élaboration d'un projet**

Notre société fait face à de multiples et profondes mutations, ouvrant sur de fortes tensions : le modèle de croissance et de développement sur lequel notre société s'est construite depuis des décennies montre ses limites économiques, écologiques et sociales. En effet, relever un tel défi c'est le besoin de nouvelles manières de décider, d'agir, de produire, de consommer, d'échanger et de vivre, c'est pour cela il faut souligner que la définition d'objectifs ne suffit pas pour assurer une mise en œuvre efficace du plan. Un cadre législatif approprié et un plan d'action détaillé, ainsi que des indicateurs de progrès et des rapports périodiques, peuvent accroître les chances d'atteindre les objectifs. Ses derniers sont basés sur un cadre réglementaire et politique stable et un itinéraire graduellement, des indicateurs transparents et des rapports d'étape réguliers, il est plus susceptible d'être atteint.

## Références :

<https://islean-consulting.fr/fr/transformation-digitale/un-pays-numerise-kesako/>

<https://leseco.ma/fouad-zaidi-le-programme-de-l-administration-marocaine-est-sur-la-bonne-voie/>

<https://www.bearingpoint.com/fr-ma/notre-expertise/secteurs-dactivite/secteur-public/vers-une-administration-digitale/>

<https://m.le360.ma/economie/le-chantier-de-la-numerisation-de-ladministration-se-poursuit-192150>

<https://islean-consulting.fr/fr/transformation-digitale/un-pays-numerise-kesako/>

<https://leseco.ma/fouad-zaidi-le-programme-de-l-administration-marocaine-est-sur-la-bonne-voie/>

<https://www.bearingpoint.com/fr-ma/notre-expertise/secteurs-dactivite/secteur-public/vers-une-administration-digitale/>

<https://m.le360.ma/economie/le-chantier-de-la-numerisation-de-ladministration-se-poursuit-192150>

<https://www.planete-energies.com/fr/medias/sagas-des-energies/maroc-enjeux-energetiques-d-une-nation-emergente>

<http://www.global-chance.org/IMG/pdf/GC23.pdf>

<https://www.imt.fr/wp-content/uploads/2017/07/imtlivreblancvfweb-161209104735.pdf>

<https://www.monde-diplomatique.fr/1970/03/A/29529>

<https://journals.openedition.org/ries/4474>